

Rapport financier 2000

Exercice terminé le 31 décembre

Municipalité

Code géographique : 22040

01

Nom officiel : Lac-Beauport

MRC ou communauté :

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
RAPPORTS	
Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier	5
Rapport du vérificateur	6
ÉTATS FINANCIERS	
Bilan	8
État des activités financières	9
État des activités d'investissement	10
État du coût des services municipaux	11
État du surplus accumulé	12
État des réserves financières et des fonds réservés	13
État de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme	14
État de l'évolution de la situation financière	15
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS	17
TABLEAUX COMPLÉMENTAIRES	
1. Dépenses par objets	19
2. Dette à long terme - obligations et billets	20
- autres dettes à long terme	21
3. Financement des projets en cours	22
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	22
4. Endettement total net à long terme	23
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	
Analyse des revenus	
Taxes	25
Paiements tenant lieu de taxes	26
Autres revenus de sources locales	27
Transferts	29
Analyse des dépenses de fonctionnement par fonctions et activités	30
Analyse du coût des services municipaux	32
Analyse de la répartition des dépenses de la communauté municipale	34
Analyse des revenus et des dépenses - Électricité	35
Analyse des dépenses d'investissement selon leur nature	36

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
AUTRES RENSEIGNEMENTS	
Évaluation foncière et richesse foncière aux fins de la péréquation	38
Certificat du trésorier ou du secrétaire-trésorier	38
Évaluation - autres données	39
Taux des taxes	40
Rapport du vérificateur sur le taux global de taxation	41
Calcul du taux global de taxation	42
Fonds de roulement - analyse du capital engagé	45
Fonds de roulement - variation du capital autorisé	45
Taxes municipales à recevoir	46
Analyse des projets en cours	47
Analyse des soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	49
Analyse des subventions à recevoir - dette à long terme	50
Revenus reportés - Immeubles industriels municipaux	51
Emprunts à long terme approuvés non contractés	52
Questionnaire	54
Autres données	56
Confirmation du greffier ou du secrétaire-trésorier sur la transmission électronique	57

MEMBRES DU CONSEIL

MAIRE Michel Giroux

CONSEILLERS Michel Grenier
 Michel Bergeron
 Linda Girard

Jocelyn Fortier
Martin Arsenault
Pascal Hudon

FONCTIONNAIRES

DIRECTEUR GÉNÉRAL Jean-François Parent

GREFFIER

TRÉSORIER OU Jean-François Parent
SECÉTAIRE-TRÉSORIER

**RAPPORT DU TRÉSORIER
OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné, Jean-François Parent, atteste que le rapport financier de

Lac-Beauport pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2000,
(Nom de la municipalité)

a été préparé conformément à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes, LRQ, c. C-19, ou à l'article 176 du

Code municipal du Québec, LRQ, c. C-27.1.

Date 2001-03-14 Signature _____

Téléphone (418) 849-7141 Télécopieur (418) 849-0361
(Ind. rég.) (Numéro) (Ind. rég.) (Numéro)

Dernière modification avant dépôt : 2001/04/10 16:17:44

Dernière modification : 2001/04/10 16:17:44

236 364 3 999 982 1,5279 284 583

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR
SUR LES ÉTATS FINANCIERS**

Aux membres du conseil,

Nous avons vérifié le bilan de la Municipalité de Lac-Beauport au 31 décembre 2000 ainsi que les états des activités financières, des activités d'investissement, du coût des services municipaux, du surplus accumulé, des réserves financières et des fonds réservés, de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la municipalité. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importante. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2000 ainsi que des résultats de ses opérations et de l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes généralement reconnus en comptabilité municipale au Québec.

NOM DU VÉRIFICATEUR Samson Bélair/Deloitte & Touche, s.e.n.c

LIEU Québec

DATE _____

SIGNATURE _____

Dernière modification avant dépôt : 2001/04/10 16:17:44

Dernière modification : 2001/04/10 16:17:44

ÉTATS FINANCIERS

BILAN

		31 décembre 2000	1^{er} janvier 2000
ACTIF			
Actif à court terme			
Encaisse	1	306 780	12 400
Placements temporaires	2	13 160	16 081
Encaisse et placements affectés (note 4)	3	344 333	110 589
Débiteurs (note 5)	4	522 805	453 243
Stocks (note 6)	5		
Tranche exigible des créances à long terme (note 9)	6	48 278	44 254
Autres actifs (note 7)	7	48 508	
	8	1 283 864	636 567
Propriétés destinées à la revente (note 8)	9	214 149	249 512
Créances à long terme (notes 9 et 15)	10	172 191	220 469
Placements à long terme (note 10)	11		
Immobilisations (note 11)	12	15 730 674	16 197 580
	13	17 400 878	17 304 128
PASSIF ET AVOIR DES CONTRIBUABLES			
Passif à court terme			
Découvert bancaire	14		
Emprunts temporaires	15	570 000	360 000
Créditeurs et frais courus (note 12)	16	277 545	486 915
Provision pour contestations d'évaluation (note 13)	17		
Revenus reportés (note 14)	18	34 070	11 010
Versements exigibles sur la dette à long terme (note 15)	19	354 300	489 910
	20	1 235 915	1 347 835
Subventions reportées (note 11)	21	1 776 275	1 818 784
Dette à long terme (note 15)	22	4 265 447	4 244 453
	23	7 277 637	7 411 072
Avoir des contribuables			
Surplus (déficit) accumulé	24	284 583	27 869
Montants à pourvoir dans le futur (note 19)	25	(236 637)	(287 529)
Réserves financières et fonds réservés	26	306 024	(5 952)
Investissement net dans les éléments d'actif à long terme	27	9 769 271	10 158 668
	28	10 123 241	9 893 056
	29	17 400 878	17 304 128
Engagement contractuel (note 21)			
Éventualités (note 25)			

**ÉTAT DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
Revenus			
Taxes	4 131 905	1	4 177 578
Paiements tenant lieu de taxes	185 532	2	197 984
Autres revenus de sources locales	512 350	3	729 021
Transferts	43 548	4	48 856
	4 873 335	5	5 153 439
Dépenses de fonctionnement			
Administration générale	574 152	6	604 603
Sécurité publique	641 027	7	629 892
Transport	1 091 473	8	1 160 096
Hygiène du milieu	652 813	9	569 107
Santé et bien-être		10	
Aménagement, urbanisme et développement	261 751	11	270 751
Loisirs et culture	663 349	12	754 291
Électricité		13	
Frais de financement	303 388	14	303 127
Contribution au fonds spécial de financement des activités locales	200 853	15	154 054
	4 388 806	16	4 445 921
Autres activités financières			
Remboursement en capital	489 310	17	496 703
Transfert à l'état des activités d'investissement (note 16)		18	4 059
	4 878 116	19	4 946 683
Excédent des activités financières avant affectations	(4 781)	20	206 756
Affectations			
Surplus (Déficit) accumulé non affecté		21	
Surplus accumulé affecté		22	
Réserves financières et fonds réservés			
virement de	4 781	23	4 780
(virement à)		24	
	4 781	25	4 780
Excédent avant financement à long terme		26	211 536
Financement à long terme des dépenses de fonctionnement (note 18)		27	24 828
Excédent net		28	236 364

**ÉTAT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
Sources de financement			
Transfert de l'état des activités financières (note 16)		1	4 059
Autres sources			
Surplus accumulé non affecté		2	
Surplus accumulé affecté		3	
Fonds réservés	6 500	4	
Emprunts à long terme émis	389 996	5	336 908
	396 496	6	340 967
Dépenses d'investissement			
Administration générale	39 146	7	11 729
Sécurité publique	203 500	8	7 870
Transport	27 000	9	26 018
Hygiène du milieu	92 000	10	6 797
Santé et bien-être		11	
Aménagement, urbanisme et développement		12	
Loisirs et culture	34 850	13	58 711
Électricité		14	
	396 496	15	111 125
Excédent des activités d'investissement		16	229 842

**ÉTAT DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

DÉPENSES		Dépenses de fonction- nement	+	Frais de financement	+	Amortissement		Subventions de fonction- nement	+	Gain/Perte sur dispositions	=	Coût des services municipaux	Services rendus aux organismes municipaux
						Immobi- lisations	-							Subventions reportées	-
Administration générale	1	604 603	13	15 949	22	33 546	32	1 866	42	52	62	652 232	
Sécurité publique	2	629 892	14	11 069	23	27 680	33		43	53	63	668 641	
Transport	3	1 160 096	15	34 943	24	284 150	34	13 743	44	54	64	1 465 446	
Hygiène du milieu	4	569 107	16	183 093	25	171 671	35	42 525	45	55	65	881 346	
Santé et bien-être	5		17		26		36		46	56	66		
Aménagement, urbanisme et développement	6	270 751	18		27		37		47	57	67	270 751	
Loisirs et culture	7	754 291	19	58 073	28	60 984	38	4 375	48	22 343	58	846 630	
Électricité	8		20		29		39		49	59	69		
Frais de financement	9	303 127	21	(303 127)									
	10	4 291 867			30	578 031	40	62 509	50	22 343	60	4 785 046	
Contribution au fonds spécial de financement des activités locales	11	154 054									71	154 054	
	12	4 445 921			31	578 031	41	62 509	51	22 343	61	4 939 100	

**ÉTAT DU SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ	Activités financières		Activités d'investissement		Solde	
	Virement de	Virement à	Virement de	Virement à		
NON AFFECTÉ - solde au 1er janvier					1	27 869
Redressement aux exercices antérieurs					2	
Affectation - activités financières		3			4	
Affectation - activités d'investissement				5	6	
Affectation - surplus accumulé affecté	7	8			9	
Affectation - réserves financières	10	11	12	13	14	
Affectation - fonds réservés	15	16	17	18	19	
Excédent net	20	236 364			21	236 364
Autres (préciser)						
-	22	23	24	25	26	
-	27	28	29	30	31	
NON AFFECTÉ - solde au 31 décembre	32	236 364	33	34	35	264 233
AFFECTÉ - solde au 1er janvier (note 17)					37	
Redressement aux exercices antérieurs					38	
Affectation - activités financières	39	40			41	
Affectation - activités d'investissement				42	43	
Affectation - surplus accumulé non affecté	44	20 350	45		46	20 350
Affectation - réserves financières	47	48	49	50	51	
Affectation - fonds réservés	52	53	54	55	56	
Autres (préciser)						
-	57	58	59	60	61	
-	62	63	64	65	66	
AFFECTÉ - solde au 31 décembre	67	20 350	68	69	70	20 350
SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ	72	256 714	73	74	75	284 583

**ÉTAT DES RÉSERVES FINANCIÈRES ET DES FONDS RÉSERVÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redresse- ment aux exercices antérieurs	Activités financières		Activités d'investissement		Solde au 31 décembre							
			Virement de	Virement à	Virement de	Virement à								
RÉSERVES FINANCIÈRES														
-	1	2	3	4	5	6	7							
-	8	9	10	11	12	13	14							
-	15	16	17	18	19	20	21							
	22	23	24	25	26	27	28							
FONDS RÉSERVÉS														
- Roulement (note 20)	29	30	31	32	33	34	35							
- Parcs et terrains de jeux	36	13 515	37	38	10 634	39	6 153	40	41	42	17 996			
- SQAÉ	43	44	45	46	47	48	49							
- Financement des projets en cours (Tableau 3)	50	(29 815)	51	82 433	52	53	54	229 842	55	31	56	282 429		
- Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés (Tableau 3)	57	10 348	58	59	60	4 780	61	31	62	63	5 599			
- Autres														
.	64	65	66	67	68	69	70							
.	71	72	73	74	75	76	77							
.	78	79	80	81	82	83	84							
.	85	86	87	88	89	90	91							
.	92	93	94	95	96	97	98							
.	99	100	101	102	103	104	105							
	106	(5 952)	107	82 433	108	10 634	109	10 933	110	229 873	111	31	112	306 024
RÉSERVES FINANCIÈRES ET FONDS RÉSERVÉS	113	(5 952)	114	82 433	115	10 634	116	10 933	117	229 873	118	31	119	306 024

**ÉTAT DE L'INVESTISSEMENT NET DANS LES ÉLÉMENTS D'ACTIF À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

		2000	1999 facultatif
Solde au début de l'exercice	1	10 158 668	10 158 668
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé	3	10 158 668	10 158 668
Ajouter			
Acquisitions d'immobilisations	4	111 125	
Acquisitions de propriétés destinées à la revente	5		
Acquisitions de placements à long terme	6		
Émission de créances à long terme	7		
Amortissement des subventions reportées	8	62 509	
Remboursement de la dette à long terme	9	496 703	
Autres (préciser)			
-	10		
-	11		
	12	670 337	
Déduire			
Dispositions et radiations d'immobilisations	13		
Dispositions de propriétés destinées à la revente	14	35 363	
Dispositions de placements à long terme	15		
Amortissement des immobilisations	16	578 031	
Réduction de créances à long terme	17	44 254	
Subvention pour investissement	18		
Émission de dettes à long terme			
activités d'investissement	19	336 908	
activités financières	20	45 178	
Autres (préciser)			
- nouvelle subvention	21	20 000	
-	22		
	23	1 059 734	
Solde à la fin de l'exercice	24	9 769 271	10 158 668

**ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

		2000	1999 facultatif
Activités de fonctionnement			
Excédent net	1	236 364	
Éléments n'impliquant aucun mouvement de liquidités			
Affectations	2	(4 780)	
Autres (préciser)			
- diminution montant à pourvoir dans futur	3	50 892	
	4	282 476	
Éléments n'affectant pas le fonctionnement			
Transfert à l'état des activités d'investissement (note 16)	5	4 059	
Remboursement en capital	6	496 703	
Autres (préciser)			
- Fonds de parc et soldes à financer	7	107 264	
	8	890 502	
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	9	(69 562)	
Stocks	10		
Autres actifs	11	(48 508)	
Créditeurs et frais courus	12	(209 370)	
Revenus reportés	13	23 060	
Autres passifs	14		
Liquidités provenant (utilisées) des activités de fonctionnement	15	586 122	
Activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations	16	(111 125)	
Acquisitions de placements à long terme	17		
Autres (préciser)			
-	18		
Liquidités provenant (utilisées) des activités d'investissement	19	(111 125)	
Activités de financement			
Émission de dette à long terme	20	336 909	
Remboursement de dette à long terme	21	(496 703)	
Montants à recouvrer de tiers	22		
Autres (préciser)			
-	23		
Liquidités provenant (utilisées) des activités de financement	24	(159 794)	
Augmentation (diminution) des liquidités	25	315 203	
Situation des liquidités au début	26	(220 930)	(220 930)
Situation des liquidités à la fin	27	94 273	(220 930)

Les liquidités sont composées de l'encaisse, des placements temporaires, du découvert en banque et des emprunts temporaires.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES
AUX ÉTATS FINANCIERS**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

1. Statuts de la municipalité

La Municipalité de Lac-Beauport est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et villes (LRQ. c. C-19).

2. Énoncé des principales conventions comptables**A) États financiers cumulés**

Les états financiers sont préparés selon les particularités de la comptabilité municipale au Québec. La Municipalité présente les états financiers cumulés qui tiennent compte de l'ensemble des transactions des divers fonds. Les opérations et les soldes interfonds sont éliminés. De plus, les sommes qui sont assujetties à certaines dispositions législatives ou réglementaires sont présentées distinctement.

B) Comptabilité d'exercice

Depuis le 1er janvier 2000, la Municipalité applique la méthode de la comptabilité d'exercice.

Selon cette méthode, les revenus et les dépenses sont comptabilisés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les événements. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où elles sont réglées.

Par ailleurs, les dépenses d'opérations sont établies sans l'amortissement des immobilisations, du remboursement en capital de la dette à long terme ou des immobilisations ou placements à même les revenus.

C) Stocks

Non applicable

D) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est établi linéairement selon leur durée de vie utile. La vie utile des immobilisations varie de un à quarante ans.

E) Autres éléments

préciser:

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au coût.

3. Modification de convention comptable

À compter du 1er janvier 2000, suite à une modification des conventions comptables, la Municipalité comptabilise les revenus et les dépenses selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Ainsi, les revenus d'intérêts sur les placements et les débiteurs, la dépense d'intérêts sur la dette à long terme et les charges relatives aux vacances et aux congés de maladie sont les principales composantes visées par la modification des conventions comptables. Antérieurement, ces éléments étaient comptabilisés selon la méthode de la comptabilité de caisse.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Cette modification des conventions comptables a été appliquée sur une base prospective.

En raison de la méthode utilisée pour l'application des modifications de conventions comptables, les états financiers ne sont pas présentés sur une base comparative.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

		31 décembre 2000	1 ^{er} janvier 2000
4. Encaisse et placements affectés			
Réserves financières (préciser)			
-	1		
-	2		
-	3		
Fonds réservés (préciser)			
- Encaisse Fonds de parc	4	17 882	13 110
- Encaisse Activités d'investissement	5	326 451	97 479
-	6		
-	7		
-	8		
-	9		
	10	344 333	110 589

Note

La municipalité dispose d'une marge de crédit autorisée de 1 500 000\$, au taux préférentiel, renouvelable le 31 décembre 2001.

5. Débiteurs

Taxes municipales	11	337 539	305 985
Taxes scolaires	12		
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	15		
Organismes municipaux	16		
Autres (préciser)			
- Intérêts courus, TPS & TVQ et autres	17	185 266	147 258
-	18		
	19	522 805	453 243
Une provision pour créances douteuses a été déduite des débiteurs	20	27 758	10 798

Note**6. Stocks (préciser)**

-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
	25		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

		31 décembre 2000	1 ^{er} janvier 2000
7. Autres actifs			
Frais payés d'avance	26	26 858	
Dépenses reportées (préciser)			
- Équilibrage du rôle de 2001	27	21 650	
-	28		
-	29		
-	30		
Autres (préciser)			
-	31		
-	32		
	33	48 508	

Note

8. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	34	214 149	249 512
Immeubles industriels municipaux	35		
Immobilisations en cours	36		
Autres	37		
	38	214 149	249 512

Note

9. Créances à long terme			
Prêts à un office municipal d'habitation	39		
Prêts sur immeubles industriels municipaux	40		
Prêts à un fonds d'investissement	41		
Autres créances	42		
Montants à recouvrer de tiers pour le remboursement de la dette à long terme (note 15)	43	220 469	264 723
	44	220 469	264 723
Moins: Tranche exigible des créances à long terme	45	48 278	44 254
	46	172 191	220 469

Note

10. Placements à long terme			
Participation dans une société d'économie mixte			
actions votantes	47		
actions non votantes	48		
Autres	49		
	50		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**11. Immobilisations**

Catégories	31 décembre 2000						1 ^{er} janvier 2000					
	Coût		Amortissement cumulé		Valeur nette		Coût		Amortissement cumulé		Valeur nette	
Infrastructures	51	17 699 811	64	4 893 359	76	12 806 452	89	17 670 938	102	4 437 303	114	13 233 635
Réseau d'électricité	52		65		77		90		103		115	
Bâtiments	53	2 439 966	66	622 972	78	1 816 994	91	2 410 878	104	562 701	116	1 848 177
Améliorations locatives	54		67		79		92		105		117	
Véhicules	55	640 249	68	243 994	80	396 255	93	640 249	106	207 246	118	433 003
Ameublement et équipement de bureau	56	143 888	69	98 745	81	45 143	94	128 738	107	85 968	119	42 770
Machinerie, outillage et équipement	57	186 811	70	72 360	82	114 451	95	157 139	108	60 181	120	96 958
Terrains	58	501 986	71		83	501 986	96	501 986	109		121	501 986
Autres	59		72		84		97		110		122	
	60	21 612 711	73	5 931 430	85	15 681 281	98	21 509 928	111	5 353 399	123	16 156 529
Immobilisations en cours	61	49 393			86	49 393	99	41 051			124	41 051
	62	21 662 104	74	5 931 430	87	15 730 674	100	21 550 979	112	5 353 399	125	16 197 580
Subventions reportées	63	2 500 347	75	724 072	88	1 776 275	101	2 480 347	113	661 563	126	1 818 784

Note

La dépense d'amortissement des immobilisations pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000 est de 578 031 \$.

La municipalité a bénéficié également d'une subvention de 20 000 \$ pour un chemin. Cette subvention s'amortit au rythme des immobilisations auxquelles elle se rapporte, soit 40 ans.

À cet effet, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000, un montant de 62 509 \$ a été imputé en diminution du coût des services municipaux.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

		31 décembre 2000	1^{er} janvier 2000
12. Crédoeurs et frais courus			
Fournisseurs	127	116 687	101 070
Salaires et déduotions à la source à payer	128	41 027	58 170
Dépôts et retenues de garantie	129		
Gouvernement du Canada	130	13 835	13 358
Gouvernement du Québec	131	15 558	19 655
Société québécoise d'assainissement des eaux	132		
Organismes municipaux	133	9 418	6 509
Commissions scolaires	134		
Intérêts courus à payer sur la dette à long terme	135	64 188	75 531
Autres courus et passifs (préciser)			
- Frais courus	136	16 832	212 622
-	137		
-	138		
-	139		
	140	277 545	486 915

Note**13. Provision pour contestations d'évaluation****14. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	141		
Cessions d'actifs immobilisés			
immeubles industriels municipaux	142		
autres actifs	143		
Autres (préciser)			
- Subvention	144	34 070	11 010
-	145		
	146	34 070	11 010

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

			31 décembre 2000	1 ^{er} janvier 2000
15. Dette à long terme				
Obligations et billets				
en monnaie canadienne		147	4 585 992	4 693 815
en monnaies étrangères		148		
taux d'intérêt variant de	4,9 à	7,74 %,		
échéant de	2001 à	2005		
Autres dettes à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises		149		
Organismes municipaux		150		
Autres		151	33 755	40 548
Dettes en cours de refinancement		152		
		153	4 619 747	4 734 363
Moins: Versements exigibles à court terme		154	354 300	489 910
		155	4 265 447	4 244 453

La répartition de la dette à long terme s'établit de la façon suivante:

Sommes accumulées				
Revenus reportés		156		
Surplus accumulés affectés		157		
Fonds réservés (préciser)				
-		158		
-		159		
-		160		
		161		
Montant à recouvrer de tiers				
Gouvernements du Québec et du Canada et de leurs entreprises		162	220 469	
Organismes municipaux		163		
Autres tiers		164		
Partie à la charge des contribuables				
Une partie de la municipalité		165	2 476 700	
Ensemble de la municipalité		166	1 922 578	
		167	4 619 747	

Les échéances de la dette à long terme pour les cinq prochaines années sont les suivantes:

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme	Total
2001	168	354 300	173	178	354 300
2002	169	327 700	174	179	327 700
2003	170	291 386	175	180	291 386
2004	171	250 000	176	181	250 000
2005	172	265 800	177	182	265 800

Note

Ces versements ne comprennent pas les autres dettes à long terme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**16. Transfert à (de) l'état des activités d'investissement (financières)**

Certaines dépenses d'investissement ont été financées à même les activités financières.
Ces montants se répartissent par source de la façon suivante:

	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
Taxes générales spéciales immobilisations et placements		183	
Taxes de secteur immobilisations et placements		184	
Contributions des promoteurs		185	
Transferts conditionnels		186	
Autres		187	4 059
		188	4 059

Note**17. Surplus accumulé affecté**

	2000	2000
	31 décembre	1^{er} janvier
- Excédent d'un financement obtenu sur les	189	20 350
- dépenses de fonctionnement engagés dans	190	
- l'exercice.	191	
-	192	
-	193	
-	194	
-	195	
-	196	
-	197	
-	198	
	199	20 350

Note**18. Financement à long terme des dépenses de fonctionnement**

Au cours de l'exercice, la Municipalité a financé par règlement d'emprunt des dépenses de fonctionnement pour un total de 24 828\$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**19. Montants à pouvoir dans le futur**

Les mesures transitoires relatives aux nouvelles normes comptables ont été réparties en fonction des méthodes décrites ci-dessous :

Revenus : (préciser la méthode)

Linéairement sur 5 ans

Dépenses : (préciser la méthode)

Linéairement sur 5 ans à l'exception des intérêts sur la dette à long terme émis avant le 31 décembre 1999, lesquels seront amortis sur une période maximale de 20 ans selon la durée restante de la dette à long terme s'y rapportant .

Les ajustements résultant des nouvelles normes comptables en vigueur à partir du 1er janvier 2000 sont répartis aux exercices financiers de la façon suivante :

		Solde au 1 ^{er} janvier 2000		Activités financières		Solde au 31 décembre 2000	
Revenus							
- Intérêts sur arrrages de taxes	200	39 741	209	7 948	217		31 793
-	201		210		218		
-	202		211		219		
	203	39 741	212	7 948	220		31 793
<i>Déduire:</i>							
Dépenses							
Salaires et avantages sociaux	204	58 170	213	11 635	221		46 535
Autres	205	193 569	214	38 714	222		154 855
	206	251 739	215	50 349	223		201 390
	207	(211 998)	216	(42 401)	224		(169 597)
Intérêts - dette à long terme	208	75 531			225		67 040
Note							

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**20. Fonds de roulement****21. Engagement contractuel**

En vertu de divers contrats, la Municipalité s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 1 759 887\$. Pour pourvoir à ces engagements, la Municipalité devra prévoir pour les cinq prochains exercices financiers les sommes suivantes:

2001	2002	2003	2004	2005
1063 650\$	432 412\$	138 159\$	118 400\$	7 266\$

22. Régime de retraite

La municipalité offre à ses employés un régime supplémentaire de rentes à cotisations déterminées administré par la SSQ Vie. La valeur de la caisse de retraite est d'environ 1 000 000\$ au 31 décembre 1999.

L'employeur et l'employé versent respectivement une contribution de 6% de la rémunération. Le régime ne prévoit pas d'âge prédéterminé de retraite compte tenu qu'il s'agit d'un régime à cotisations déterminées. Par ailleurs, il n'y a pas de disposition particulière relative à la part de l'employeur. L'employé est donc libre d'en disposer quelle que soit la date de son départ. Il n'y a aucune cotisation pour services passés.

23. Transactions avec des organismes municipaux ou supramunicipaux

1) MRC de la Jacques Cartier :

Description du mandat et relation avec la municipalité : Municipalité régionale dont fait partie la municipalité locale de Lac-Beauport. Les services offerts sont, de façon non limitative, associés à l'évaluation foncière, la géomatique, l'aménagement du territoire, la culture et le patrimoine, le développement économique, la police, les assurances de dommages et la vente d'immeubles en justice.

Description des opérations et valeur des transactions réalisées avec l'organisme: La municipalité verse différentes quotes-parts à la MRC pour les services offerts :

MRC :	67 437 \$
CLD :	25 174 \$
SOLIDE :	6 290 \$
Patrimoine :	9 809 \$

Dettes attribuables à la municipalité : 62 354 \$

Valeur de l'avoir de l'organisme (actif net) attribuable à la municipalité : 25 607 \$

Valeur de débiteurs et créditeurs interorganismes :

Débiteurs : - \$, Créditeurs : 9 418 \$

Information sur les éventualités : Agrandissement de locaux à la MRC (2002-2004)

2) Site d'enfouissement sanitaire de l'arrière-pays

Description sommaire du mandat et relation avec la Municipalité : Le site d'enfouissement sanitaire de l'arrière-pays (SESAP) est administré par un comité formé des maires des municipalités participantes. Cet organisme a pour objectif de fournir le service de disposition des ordures aux municipalités de l'est de la MRC.

Description des opérations et valeur des transactions réalisées avec l'organisme : Une quote-part est versée à la municipalité des Cantons Unis de Stoneham et Tewkesbury qui administre le site. Celle-ci s'élève à 90 208 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

Dettes attribuables à la municipalité : 33 755 \$.

Valeur de l'avoir de l'organisme (actif net) attribuable à la municipalité : 173 644 \$.

Valeur des débiteurs et créditeurs interorganismes : - \$.

Information sur les éventualités : Fermeture du site d'enfouissement sanitaire (2005-2007).

24. Transactions avec des organismes municipaux sous propriété ou contrôle**25. Éventualités****a) Cautionnement et garantie****b) Auto-assurance****c) Poursuites**

Au 31 décembre 2000, deux poursuites sont en cours contre la Municipalité de Lac-Beauport pour un montant de 1 091 203 \$. À l'heure actuelle, il est impossible de faire des prévisions valables sur l'issue de l'affaire ou le montant de perte éventuelle relativement à l'une des deux poursuites qui totalise 561 203 \$. Le 13 février 2001, la Municipalité a obtenu un désistement dans la deuxième poursuite de 530 000 \$ intentée contre elle.

d) Autres (préciser)

La municipalité a un compte à recevoir de 61 431 \$ relativement à une poursuite qu'elle a intentée contre un résident. La municipalité a perdu en première instance mais a porté le jugement en appel. Aucun montant n'a été provisionné relativement au compte à recevoir en date du 31 décembre 2000. Tout montant de perte sera comptabilisé dans l'année où le jugement sera rendu.

26. Autres notes (selon les besoins)**Évènement subséquent**

Le 18 mars 2001, la Municipalité a obtenu gain de cause dans une poursuite qu'elle avait intentée contre le Cartel de déneigement pour un montant de 100 000 \$.

TABLEAUX COMPLÉMENTAIRES

**DÉPENSES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 1

OBJETS	Réalizations 2000				Réalizations
	Activités financières		Activités d'investissement	Total	1999 facultatif
Rémunération					
élus	1	57 082		46	57 082
employés	2	1 048 774	28	47	1 048 774
Cotisations de l'employeur					
élus	3	9 802		48	9 802
employés	4	188 264	29	49	188 264
Transport et communication	5	96 576	30	50	96 576
Services professionnels, techniques et autres					
honoraires professionnels	6	159 126	31	51	159 126
achats de services techniques	7	852 670	32	52	852 670
autres	8	94 614	33	53	94 614
Location, entretien et réparation					
location	9	56 776	34	54	56 776
entretien et réparation	10	350 273		55	350 273
Biens durables					
travaux de construction			35	56	
achats de biens			36	57	111 125
Biens non durables					
fournitures de services publics	11	95 148		58	95 148
autres biens non durables	12	164 330		59	164 330
Frais de financement					
intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de :					
la municipalité	13	287 138		60	287 138
autres organismes municipaux	14			61	
gouvernements du Québec et du Canada	15			62	
autres tiers	16			63	
autres frais de financement	17	15 989	37	64	15 989
Contributions à des organismes					
organismes municipaux					
répartition des dépenses de la communauté municipale	18	644 182		65	644 182
participation financière aux services fournis par une SEM	19		38	66	
achats de services municipaux	20	50 348	39	67	50 348
autres	21		40	68	
organismes gouvernementaux					
contributions au financement	22			69	
achats de services gouvernementaux	23	7 781	41	70	7 781
autres organismes	24		42	71	
Autres objets					
créances douteuses ou irrécouvrables	25	22 533	43	72	22 533
autres	26	244 515	44	73	244 515
	27	4 445 921	45	74	4 557 046

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 2

DETTE À LONG TERME

A) OBLIGATIONS ET BILLETS

Émission		Solde au			
Date	Montant	Taux d'intérêt	Échéance	31 décembre 2000	1 ^{er} janvier 2000
MONNAIE CANADIENNE					
1995-10-03	29 100	8	2000		5 100
1995-12-05	35 000	7,32	2000		7 000
1995-12-05	57 800	7,32	2000		11 560
1995-12-28	450 000	7,41	2000		404 000
1996-08-05	51 216	7,74	2001	46 216	47 616
1996-09-10	109 760	6,8	2001	97 800	101 100
1996-10-16	15 800	6,5	2001	3 600	7 000
1997-03-10	210 000	5,94	2002	181 300	191 400
1997-05-12	102 575	5,75	2000		36 300
1997-06-16	68 124	6,5	2004	42 400	51 500
1997-07-07	220 000	5,66	2002	64 000	119 000
1998-04-17	51 400	5,95	2003	33 200	42 600
1998-08-10	27 000	6,2	2003	22 800	25 000
1998-09-15	127 000	6,5	2003	80 700	104 600
1998-10-26	383 100	5,15	2003	106 600	243 000
1988-11-23	35 000	5,84	2003	22 200	28 800
1999-05-04	24 000	5,76	2002	16 000	24 000
1999-07-08	25 500	6,4	2004	23 600	25 500
1999-08-17	889 000	6,18	2004	850 800	889 000
1999-09-21	889 000	5,3	2004	850 800	889 000
1999-10-18	589 000	6,05	2004	564 200	589 000
1999-11-22	500 715	5,6	2004	479 800	500 714
1999-12-22	204 635	5,75	2004	193 100	204 635
2000-06-01	97 886	7,01	2003	97 886	
2000-06-22	22 200	6,91	2005	22 200	
2000-10-02	42 000	6,4	2003	42 000	
2000-11-17	220 000	5,75	2005	220 000	
1999-12-23	3 190	6,68	2004	2 590	3 190

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 2

DETTE À LONG TERME

A) OBLIGATIONS ET BILLETS

Émission					Solde au	
Date	Montant	Taux d'intérêt	Échéance	31 décembre 2000	1 ^{er} janvier 2000	
MONNAIE CANADIENNE (suite)						
1997-11-17	163 400	4,9				
		5,15		132 200		143 200
2000-12-28	390 000	5,25	2005	390 000		
				<hr/>		
				1	4 585 992	4
				<hr/>		4 693 815
MONNAIES ÉTRANGÈRES						
Variation - monnaies étrangères						
				<hr/>		
				2		5
				<hr/>		
				3	4 585 992	6
				<hr/>		4 693 815

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 2 (suite)**DETTE À LONG TERME****B) AUTRES DETTES À LONG TERME**

<u>Émission</u>					<u>Solde au</u>	
<u>Date</u>	<u>Montant</u>	<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Échéance</u>	<u>31 décembre 2000</u>	<u>1^{er} janvier 2000</u>	
MONNAIE CANADIENNE						
1995-01-01				33 755	40 548	
				<u>1</u>	<u>33 755</u>	<u>4</u>
						<u>40 548</u>
MONNAIES ÉTRANGÈRES						
Variation - monnaies étrangères				<u>2</u>	<u>5</u>	
				<u>3</u>	<u>33 755</u>	<u>6</u>
						<u>40 548</u>

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 3

FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000

	Projets en cours au 1 ^{er} janvier		Redressement aux exercices antérieurs		Financement		Dépenses		Projets fermés		Projets en cours au 31 décembre	
Financement	1	1 316 871	2	(11 110)	3	340 967		4	1 239 020	5	407 708	
Dépenses	6	1 346 686	7	(93 543)			8	111 125	9	1 238 989	10	125 279
	11	(29 815)	12	82 433	13	340 967	14	111 125	15	31	16	282 429

Répartition

Financement non utilisé	17	(29 815)								18	282 429
Dépenses à financer	19									20	
	21	(29 815)								22	282 429

SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Solde au 31 décembre				
			Activités financières	Activités investissement						
Montant non réservé	23	10 348	24	25	26	31	27	4 780	28	5 599
Montant réservé pour le service de la dette	29		30	31	32		33		34	
	35	10 348	36	37	38	31	39	4 780	40	5 599

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 4**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME****31 décembre 2000**

Dette à long terme (note 15)	1	4 619 747
<i>Déduire</i>		
Sommes accumulées pour le remboursement de la dette à long terme	2	
Montants à recouvrer de tiers	3	220 469
Subventions relatives aux dépenses d'investissement à financer	4	
Montants non utilisés d'emprunts à long terme contractés	5	
Autres (préciser)		
-	6	
-	7	
<i>Ajouter</i>		
Dépenses d'investissement à financer	8	
Autres (préciser)		
-	9	
-	10	
Endettement net à long terme	11	4 399 278
Quote-part dans la dette nette à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale du comté	12	62 354
Communauté urbaine	13	
Régie intermunicipale	14	
Autres organismes municipaux	15	
Autres organismes	16	
	17	62 354
Endettement total net à long terme	18	4 461 632
Réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	19	

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

TAXES	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales	2 477 406	1	2 513 114
Taxes générales spéciales			
- immobilisations et placements		2	
Taxes de secteur			
- service de la dette		3	
- fonctionnement		4	
- immobilisations et placements		5	
Surtaxe sur immeubles non résidentiels	164 165	6	172 518
Taxe sur immeubles non résidentiels		7	
Surtaxes sur terrains vagues		8	
Autres		9	
	2 641 571	10	2 685 632
SUR UNE AUTRE BASE			
Tarifification pour services municipaux			
eau	127 629	11	130 548
égouts	97 230	12	100 332
traitement des eaux usées		13	
matières résiduelles	250 655	14	256 064
service de la dette	392 434	15	383 374
immobilisations et placements		16	
autres			
- Améliorations des chemins	26 405	17	26 425
- Éclairage des chemins	11 470	18	11 020
- Déneigement	584 511	19	584 031
	1 490 334	20	1 491 794
Taxes d'affaires			
sur l'ensemble de la valeur locative		21	
autres		22	152
		23	152
	4 131 905	24	4 177 578

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC			
Immeubles et lieux d'affaires du gouvernement			
taxes foncières		1	
taxes d'affaires		2	
surtaxe sur immeubles non résidentiels		3	
taxe sur immeubles non résidentiels		4	
compensations pour services municipaux		5	
		6	
Immeubles des réseaux			
santé et services sociaux		7	
cégeps et universités		8	
écoles primaires et secondaires	11 428	9	11 728
	11 428	10	11 728
Autres immeubles			
immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		11	
biens culturels classés		12	
		13	
	11 428	14	11 728
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
taxes foncières		15	
taxes d'affaires		16	
surtaxe sur immeubles non résidentiels		17	
taxe sur immeubles non résidentiels		18	
compensations pour services municipaux		19	
		20	
ORGANISMES MUNICIPAUX			
taxes foncières		21	
compensations pour services municipaux		22	
		23	
AUTRES			
réseaux de télécommunication, gaz et électricité			
télécommunication, gaz et électricité	156 580	24	168 916
péréquation		25	
neutralité		26	
villes centres		27	
autres		28	
taxes foncières des entreprises autoconsommatrices			
d'électricité		29	
autres	17 524	30	17 340
	174 104	31	186 256
	185 532	32	197 984

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE

AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale		1	
Sécurité publique			
police		2	
protection contre les incendies		3	
sécurité civile		4	
autres		5	
		6	
Transport			
réseau routier	8 713	7	8 714
transport en commun		8	
autres		9	
	8 713	10	8 714
Hygiène du milieu			
purification et traitement de l'eau potable		11	
réseau de distribution de l'eau potable		12	
traitement des eaux usées		13	
réseaux d'égouts		14	
matières résiduelles	6 005	15	5 943
autres		16	
	6 005	17	5 943
Santé et bien-être		18	
Aménagement, urbanisme et développement			
promotion et développement économique		19	
autres		20	
		21	
Loisirs et culture			
activités récréatives		22	
activités culturelles		23	
		24	
Service de la dette			
dette à long terme			
- capital		25	
- intérêts et autres frais		26	
autres frais de financement		27	
		28	
	14 718	29	14 657

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES (suite)	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale	15 950	1	24 264
Sécurité publique	13 600	2	13 338
Transport	3 100	3	7 920
Hygiène du milieu	500	4	1 681
Santé et bien-être		5	
Aménagement, urbanisme et développement		6	
Loisirs et culture	192 682	7	308 228
Électricité		8	
Autres		9	
	225 832	10	355 431
AUTRES REVENUS			
Impositions de droits			
licences et permis	48 050	11	58 510
droits de mutation immobilière	120 000	12	134 374
Amendes et pénalités	2 750	13	1 000
Intérêts	101 000	14	101 398
Cessions d'actifs immobilisés			
immeubles industriels municipaux		15	
autres actifs		16	63 651
Contributions des promoteurs		17	
Autres		18	
	271 800	19	358 933
TOTAL AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES	512 350	20	729 021

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

TRANSFERTS	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
TRANSFERTS INCONDITIONNELS			
Subventions du gouvernement du Québec			
Regroupement municipal		1	
Compensation pour droits sur divertissements		2	
Autres		3	
Autres transferts inconditionnels		4	
		5	
TRANSFERTS CONDITIONNELS			
Subventions gouvernementales			
Administration générale		6	
Sécurité publique			
police		7	
protection contre les incendies		8	
sécurité civile		9	
autres		10	
Transport			
réseau routier		11	
transport en commun		12	
autres		13	
Hygiène du milieu			
purification et traitement de l'eau potable		14	
réseau de distribution de l'eau potable		15	
traitement des eaux usées		16	
réseaux d'égouts		17	
matières résiduelles		18	
autres		19	
Santé et bien-être		20	
Aménagement, urbanisme et développement			
promotion et développement économique		21	
autres		22	
Loisirs et culture			
activités récréatives		23	22 342
activités culturelles		24	
bibliothèques	43 548	25	26 514
Autres		26	
Autres transferts conditionnels		27	
	43 548	28	48 856
	43 548	29	48 856

**ANALYSE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

FONCTIONS ET ACTIVITÉS	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
ADMINISTRATION GÉNÉRALE			
Conseil municipal	91 813	1	94 016
Application de la loi	50 000	2	75 052
Gestion financière et administrative	176 154	3	189 696
Greffe	112 402	4	109 111
Évaluation	34 800	5	37 521
Gestion du personnel	25 000	6	14 239
Autres	83 983	7	84 968
	574 152	8	604 603
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Police	517 808	9	515 867
Protection contre les incendies	115 276	10	107 047
Sécurité civile	1 000	11	
Autres	6 943	12	6 978
	641 027	13	629 892
TRANSPORT			
Réseau routier			
voirie municipale	444 333	14	513 429
enlèvement de la neige	591 788	15	594 503
éclairage des rues	31 470	16	29 237
circulation et stationnement	23 882	17	22 927
Transport collectif			
transport en commun		18	
transport aérien		19	
transport par eau		20	
Autres		21	
	1 091 473	22	1 160 096
HYGIÈNE DU MILIEU			
Eau et égouts			
purification et traitement de l'eau potable		23	
réseau de distribution de l'eau potable	143 136	24	151 463
traitement des eaux usées		25	
réseaux d'égouts	108 380	26	93 568
Matières résiduelles			
déchets domestiques			
- collecte et transport	112 910	27	98 557
- élimination	109 000	28	90 208
matières secondaires			
- collecte et transport	44 767	29	42 245
- traitement		30	
élimination des matériaux secs		31	
Amélioration des cours d'eau		32	
Protection de l'environnement	134 620	33	93 066
Autres		34	
	652 813	35	569 107

**ANALYSE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

FONCTIONS ET ACTIVITÉS	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE			
Inspection des aliments		1	
Logement social		2	
Autres		3	
		4	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT			
Aménagement, urbanisme et zonage	205 120	5	197 293
Rénovation urbaine			
biens patrimoniaux	6 331	6	6 331
autres biens		7	
Promotion et développement économique			
industries et commerces	31 412	8	
tourisme	18 888	9	67 127
autres		10	
Autres		11	
	261 751	12	270 751
LOISIRS ET CULTURE			
Activités récréatives			
centres communautaires	82 065	13	80 049
patinoires intérieures et extérieures	38 360	14	38 638
piscines, plages et ports de plaisance	68 519	15	98 056
parcs et terrains de jeux	197 934	16	199 997
expositions et foires		17	
autres	130 731	18	131 652
	517 609	19	548 392
Activités culturelles			
centres communautaires		20	
bibliothèques	64 986	21	67 231
patrimoine			
musées et centres d'exposition		22	
autres ressources du patrimoine		23	
autres	80 754	24	138 668
	145 740	25	205 899
	663 349	26	754 291
ÉLECTRICITÉ			
		27	
FRAIS DE FINANCEMENT			
Dette à long terme			
intérêts	294 788	28	280 192
autres frais		29	6 946
Autres frais de financement	8 600	30	15 989
	303 388	31	303 127

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

DÉPENSES		Dépenses de fonc- tionnement	+	Frais de financement	+	Amortissement		Subventions de fonction- nement	+	Gain/Perte sur dispositions	=	Coût des services municipaux	Services rendus aux organismes municipaux	
						Immobi- lisations	-							Subventions reportées
Administration générale	1	604 603 ²⁰		15 949 39		33 546 ⁵⁸		1 866 ⁷⁷		96		115	652 232	
Sécurité publique														
police	2	515 867 ²¹		40		59		78		97		116	515 867	
protection contre les incendies	3	107 047 ²²		11 069 41		27 680 ⁶⁰		79		98		117	145 796	
sécurité civile	4	23		42		61		80		99		118		
autres	5	6 978 ²⁴		43		62		81		100		119	6 978	
	6	629 892 ²⁵		11 069 44		27 680 ⁶³		82		101		120	668 641	
Transport														
réseau routier	7	1 160 096 ²⁶		27 607 45		260 642 ⁶⁴		13 743 ⁸³		102		121	1 434 602	
transport collectif	8	27		46		65		84		103		122		
autres	9	28		7 336 47		23 508 ⁶⁶		85		104		123	30 844	
	10	1 160 096 ²⁹		34 943 48		284 150 ⁶⁷		13 743 ⁸⁶		105		124	1 465 446	
Hygiène du milieu														
purification et traitement de l'eau potable	11	30		49		68		87		106		125		
réseau de distribution de l'eau potable	12	151 463 ³¹		107 966 50		81 648 ⁶⁹		17 791 ⁸⁸		107		124	323 286	
traitement des eaux usées	13	32		51		70		89		108		127		
réseaux d'égouts	14	93 568 ³³		75 127 52		90 023 ⁷¹		24 734 ⁹⁰		109		128	233 984	
matières résiduelles	15	231 010 ³⁴		53		72		91		110		129	231 010	
amélioration des cours d'eau	16	35		54		73		92		111		130		
protection de l'environnement	17	93 066 ³⁶		55		74		93		112		131	93 066	
autres	18	37		56		75		94		113		132		
	19	569 107 ³⁸		183 093 57		171 671 ⁷⁶		42 525 ⁹⁵		114		133	881 346	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

DÉPENSES	Dépenses de fonc- tionnement	+	Frais de financement	+	Amortissement		Subventions de fonction- nement	+	Gain/Perte sur dispositions	=	Coût des services municipaux	Services rendus aux organismes municipaux		
					Immobi- lisations	- Subventions reportées							-	
Santé et bien-être	1		13		25		36		47		58		69	
Aménagement, urbanisme et développement														
aménagement, urbanisme et zonage	2		197 293 14		26		37		48		59		70	197 293
rénovation urbaine	3		6 331 15		27		38		49		60		71	6 331
promotion et développement économique	4		67 127 16		28		39		50		61		72	67 127
autres	5		17		29		40		51		62		73	
	6		270 751 18		30		41		52		63		74	270 751
Loisirs et culture														
activités récréatives	7		548 392 19		33 802 31		41 028 42		2 188 53		64		75	621 034
activités culturelles	8		138 668 20		32		2 235 43		54		22 343 65		76	118 560
bibliothèques	9		67 231 21		24 271 33		17 721 44		2 187 55		66		77	107 036
	10		754 291 22		58 073 33		60 984 45		4 375 56		22 343 67		78	846 630
Électricité	11		23		35		46		57		68		79	
Frais de financement	12		303 127 ²⁴		(303 127)									

**ANALYSE PAR FONCTIONS DE LA RÉPARTITION
DES DÉPENSES DE LA COMMUNAUTÉ MUNICIPALE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
Administration générale			
Évaluation	34 000	1	36 624
Autres		2	
Sécurité publique			
Police	505 808	3	505 808
Protection contre les incendies		4	
Sécurité civile		5	
Autres		6	
Transport			
Réseau routier		7	
Transport en commun		8	
Transport aérien		9	
Autres		10	
Hygiène du milieu			
Purification et traitement de l'eau potable		11	
Réseau de distribution de l'eau potable		12	
Traitement des eaux usées		13	
Réseaux d'égouts		14	
Matières résiduelles		15	
Autres		16	
Santé et bien-être		17	
Aménagement, urbanisme et développement			
Promotion et développement économique	31 412	18	31 412
Autres	70 338	19	70 338
Loisirs et culture			
Activités récréatives		20	
Activités culturelles		21	
Bibliothèques		22	
Électricité		23	
	641 558	24	644 182

ANALYSE DES REVENUS ET DES DÉPENSES - ÉLECTRICITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE

	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole		1	
Générale et institutionnelle		2	
Industrielle		3	
Autres		4	
Autres revenus		5	
		6	
Dépenses de fonctionnement			
Achat d'énergie		7	
Taxe sur le revenu brut		8	
Frais d'exploitation		9	
Autres frais		10	
Frais de financement		11	
Dépenses avant imputation		12	
Moins : Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité		13	
		14	
Autres activités financières			
Remboursement en capital		15	
Transfert à l'état des activités d'investissement		16	
		17	
Excédent des revenus sur les dépenses avant affectations			
		18	
Affectations			
Surplus (déficit) accumulé non affecté		19	
Surplus accumulé affecté		20	
Réserves financières et fonds réservés			
virement de		21	
(virement à)		22	
		23	
Excédent avant financement à long terme			
		24	
Financement à long terme des dépenses de fonctionnement		25	
Excédent net			
		26	

**ANALYSE DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT SELON LEUR NATURE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

		Budget	Réalisations
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Usines et bassins d'épuration	1		
Conduite d'égout	2	80 000	2 855
Conduite d'aqueduc	3	12 000	
Usines de traitement de l'eau potable	4		
Parcs et terrains de jeux	5		
Dépotoirs et incinérateurs	6		
Chemins, rues, routes et trottoirs	7	27 000	20 709
Ponts, tunnels et viaducs	8		5 309
Terrains de stationnement	9		
Système d'éclairage des rues	10		
Autres infrastructures	11	3 500	
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires	14	25 600	29 088
Améliorations locatives	15		
Véhicules	16	200 000	4 400
Ameublement et équipement de bureau	17	42 146	15 151
Machinerie, outillage et équipement	18	6 250	29 672
Terrains	19		
Autres	20		3 941
	21	396 496	111 125

AUTRES INVESTISSEMENTS

Propriétés destinées à la revente	22		
Créances à long terme	23		
Placements à long terme	24		
Autres	25		
	26		
	27	396 496	111 125

**ANALYSE DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS
DE LA FONCTION SÉCURITÉ PUBLIQUE**

Police	28		
Protection contre les incendies	29	203 470	7 870
Autres	30		
	31	203 470	7 870

AUTRES RENSEIGNEMENTS

**RENSEIGNEMENTS SUR L'ÉVALUATION FONCIÈRE ET
LA RICHESSE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2002**

	Valeur au rôle 1er janvier 2000	%	Richesse foncière 2000
Évaluation des immeubles imposables	1 <u>261 801 370</u>	100%	14 261 801 370
Évaluation des immeubles non imposables			
Immeubles visés au 1er alinéa de l'article 208 LFM	2	100%	15
Immeubles visés au 2e alinéa de l'article 210 LFM	3	100%	16
Immeubles du gouvernement du Québec visés par			
- le 1er alinéa de l'article 255 LFM	4	100%	17
- autres immeubles	5 5 350		
Immeubles du gouvernement du Canada et de ses entreprises	6		18
Biens culturels classés (partie non imposable)	7	100%	19
Réseau de la santé et des services sociaux	8	80%	20
Cégeps et universités	9	80%	21
Écoles primaires et secondaires	10 3 029 460	25%	22 757 365
Autres immeubles	11 7 762 170		
Évaluation équivalant à la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation non uniformisé de 2000			23
Évaluation des immeubles non imposables (lignes 2 à 11)	12 <u>10 796 980</u>		
Total du rôle d'évaluation foncière au 1er janvier 2000(lignes 1 + 12)	13 <u>272 598 350</u>		
Richesse foncière non uniformisée (lignes 14 à 23)			24 <u>262 558 735</u>
Facteur comparatif du rôle d'évaluation foncière établi pour l'exercice financier 2000			25 1,03
Richesse foncière uniformisée de 2000 (ligne 24 x ligne 25)			26 <u>270 435 497</u>

CERTIFICAT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je, soussigné, Jean-François Parent
Nom

Dir.gén. & sec-trés.
Fonction

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité
aux fins de la péréquation de 2002 sont exacts.

Signature

2001-03-14

Date

ÉVALUATION - AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000

**ÉVALUATION FONCIÈRE DES TERRAINS VAGUES
POUVANT ÊTRE ASSUJETTIS À UNE SURTAXE**

**Valeur au rôle
1er janvier 2000**

Terrains vagues imposables		
terrains vagues desservis	1	
terrains vagues non desservis	2	
Terrains vagues non imposables		
terrains vagues desservis	3	
terrains vagues non desservis	4	

TOTAL DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE DES TERRAINS VAGUES POUVANT ÊTRE ASSUJETTIS À UNE SURTAXE, AU 1er JANVIER 2000	5	
--	---	--

SOMMAIRE DU RÔLE DE LA VALEUR LOCATIVE AU 1er JANVIER 2000

Valeur au rôle

Valeur locative des lieux d'affaires inscrits au rôle et où s'exerce une activité mentionnée à l'article 232 LFM		
lieux d'affaires imposables	6	
lieux d'affaires non imposables en vertu de l'article 236 LFM		
visés par le 1er alinéa de l'article 255 LFM	7	
autres	8	
Valeur locative des lieux d'affaires inscrits au rôle et où ne s'exerce aucune activité mentionnée à l'article 232 LFM	9	

TOTAL DES VALEURS INSCRITES AU RÔLE DE LA VALEUR LOCATIVE AU 1er JANVIER 2000	10	
--	----	--

**facteur
comparatif**

Facteur comparatif du rôle de la valeur locative	11	
--	----	--

POPULATION

Population permanente	12	5 432
Population saisonnière	13	480
Nombre d'unités de logement	14	2 141

TAUX DES TAXES
RENSEIGNEMENTS SUR LA TAXATION EN VIGUEUR EN 2000

Taxes sur la valeur foncière

Taxes générales ¹	1	<input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> 9 <input type="text"/> 4 <input type="text"/> 1 <input type="text"/> 0	\$ du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales spéciales - immobilisations et placements ¹	2	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	\$ du 100 \$ d'évaluation
Surtaxe sur les immeubles non résidentiels ¹	3	<input type="text"/> <input type="text"/> 1 , <input type="text"/> 2 <input type="text"/> 5 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0	\$ du 100 \$ d'évaluation
Taxe sur les immeubles non résidentiels ¹	4	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	\$ du 100 \$ d'évaluation

Tarifcation pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe par unité de logement)

eau	5	<input type="text"/> <input type="text"/> 1 <input type="text"/> 4 <input type="text"/> 6 , <input type="text"/> 1 <input type="text"/> 2	\$ par unité de logement
égouts	6	<input type="text"/> <input type="text"/> 1 <input type="text"/> 3 <input type="text"/> 0 , <input type="text"/> 7 <input type="text"/> 1	\$ par unité de logement
eau et égouts	7	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	\$ par unité de logement
déchets domestiques	8	<input type="text"/> <input type="text"/> 1 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 1 , <input type="text"/> 8 <input type="text"/> 0	\$ par unité de logement
Taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	% de la valeur locative

**Autres taxes et autres modes de tarification
pour services municipaux**

Description	Taux	Code ²	code 7 - autres, préciser
Ordures ménagères	67,87	4	Villégiature et commerces selon règl. variant entre 101,80 et 6703,00
Déneigement	217,34	4	
Entretien -égouts		4	Commerces selon règl. variant entre 18,00\$ et 8 244,00\$
Eau	270,07	4	Commerces selon règl. variant entre 27,00\$ et 11 072,00\$
Entretien- eau		4	Commerces selon règl. variant entre 23,00\$ et 9 269,00\$
Secteur-Règl. 99 et 106	53	7	du 929 m2
Secteur Règl. 99 et 106	6	7	du 929 m2
Secteur Règl. 98, 192 et 236	116	7	du 929 m2
Secteur Règl. 105 et 196	293	7	du 929 m2
Secteur Règl. 183	165	7	du 929 m2
Secteur Règl. 200 et 213	11	7	du 929 m2
Secteur Règl. 226 et 247	108	7	du 929 m2
Secteur Règl. 227	114	7	du 929 m2

TAUX DES TAXES
RENSEIGNEMENTS SUR LA TAXATION EN VIGUEUR EN 2000

Description	Taux	Code	code 7 - autres, préciser
Secteur Règl. 454	262,73	4	
Secteur Règl. 470	163,31	4	
Secteur Règl. 471	147,11	4	
Secteur Règl. 474A	2,19	4	
Secteur Règl. 474R	1,55	4	
Secteur Règl. 98-0300-03	394,39	4	
Secteur Règl. 98-0400-06	1 087,5	4	
Secteur Règl. 322		7	217 dossiers avec un charge variant entre 10,00\$ et 1 730,00\$
Éclairage Les Fougeroles	10	4	
Éclairage Le Dôme	110	4	
Éclairage Mélèzes	30	4	
Éclairage Godendard	35	4	
Entente Lac-Tourbillon		7	62 dossiers avec une charge variant entre 150,00\$ et 285,00\$ charge variant entre 150,00\$ et 285,00\$

1. Si la municipalité se prévaut des articles 253.54 à 253.62 LFM, ne pas inscrire de taux à cette ligne et fournir pour chacune de ces taxes, sur une page supplémentaire annexée au formulaire, les informations requises au Guide du rapport financier.

2. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

Aux membres du conseil,

Conformément à l'article 966.2 du Code municipal du Québec, nous avons procédé à une vérification dont le but est de déterminer la validité du taux global de taxation de la Municipalité de Lac-Beauport pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000, selon les règlements adoptés en vertu de l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale. La responsabilité du respect de ces exigences légales et réglementaires incombe à la direction de la municipalité. Notre responsabilité de vérificateur consiste à exprimer une opinion sur la détermination du taux global de taxation en conformité de la loi et des règlements.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir une assurance raisonnable de fiabilité quant au respect, par la municipalité, des dispositions légales et réglementaires mentionnés ci-dessus. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des données nécessaires au calcul du taux global de taxation. Elle comprend également, le cas échéant, une évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction.

À notre avis, le taux global de taxation de la Municipalité de Lac-Beauport pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000 est établi, à tous les égards importants, conformément à la loi et aux règlements précités

NOM DU VÉRIFICATEUR Samson Bélair/Deloitte & Touche, s.e.n.c

LIEU Québec

DATE 2001-03-14

SIGNATURE _____

Dernière modification avant dépôt : 2001/04/10 16:17:44

Dernière modification : 2001/04/10 16:17:44

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

CONCILIATION DU TOTAL DES TAXES

Total des taxes avant ajouts et déductions	1	<u>4 178 740</u>
Ajouter :		
Majoration en vertu de l'article 253.51 LFM	2	<u> </u>
Déduire:		
a) Crédits en vertu de l'article 542.1 LCV ¹ , de l'article 1008 CMQ ² , d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de la disposition transitoire et finale prévue à l'article 82 du projet de loi 83 de 1996 (1996, c.77)	3	.....
b) Dégrèvement en vertu de l'article 244.15 LFM	4	.....
c) Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	.....
d) Crédits de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	.....
e) Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	.....
f) Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière et locative		
montant relatif aux taxes foncières ³	8	.....
montant relatif à la surtaxe sur les immeubles non résidentiels	9	.....
montant relatif à la taxe sur les immeubles non résidentiels	10	.....
montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	11	.....
g) Subventions en vertu de l'article 244.20 LFM	12	.....
h) Remboursement de taxes des exercices antérieurs déduits des taxes de l'année courante	13	<u>1 162</u>
	14	<u>1 162</u>
Total des taxes inscrites à la page 9	15	<u>4 177 578</u>

1. Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c.C-19), citée LCV.

2. Code municipal du Québec (L.R.Q., c. C-27.1), cité CMQ.

3. Taxes foncières autres que la surtaxe ou la taxe sur les immeubles non résidentiels et autres que les compensations pour services municipaux imposées en vertu de l'article 205 de la LFM.

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

REVENUS ADMISSIBLES

Total des taxes selon l'état des activités financières	1	4 177 578
Ajouter :		
Remboursements de taxes d'exercices antérieurs déduits des taxes de l'année courante	2	1 162
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière, montant relatif aux taxes foncières	3	
Total partiel	4	4 178 740
Déduire :		
Taxes exclues en vertu de la réglementation ¹		
- taxes imposées pour 2000 et non prélevées	5	
- taxes d'un exercice antérieur prélevées en 2000 ²	6	6 088
- taxes d'affaires	7	152
- surtaxe sur immeubles non résidentiels	8	172 518
- taxe sur immeubles non résidentiels	9	
- taxes foncières spéciales imposées en vertu de l'article 553 LFM	10	
- taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	11	
- compensations pour services municipaux imposés au propriétaire ou à l'occupant d'une roulotte en vertu de l'article 231 LFM	12	
- taxes ou droits annuels imposés en vertu de certains articles de la charte de la Ville de Montréal ³	13	178 758
Montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation	15	3 999 982

1. Articles 4 et 10 du Règlement sur les compensations tenant lieu de taxes.

2. Il s'agit des taxes incluant les taxes prélevées en vertu de l'article 213 LFM, autres que les taxes d'affaires et la surtaxe ou la taxe sur les immeubles non résidentiels.

3. Articles 801, 802, 803 ou 805 de la charte.

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle lors de son dépôt entre le 15 août et le 15 septembre 1999 ² ou au premier ou second anniversaire de son dépôt.

1 256 531 100

Ajouter ou détruire les modifications au rôle prenant effet le 1^{er} janvier 2000

Augmentation Diminution

Modification apportées avant le 1^{er} janvier 2000

2 3 715 790 3 692 590

Variation nette

4 3 023 200

Modification apportées avant le 1^{er} janvier 2000 ou à une date antérieure à celle-ci et apportées avant le 31 décembre 2000

5 2 805 410 6 558 340

Variation nette

7 2 247 070

Évaluation des immeubles imposables au 1^{er} janvier 2000

8 261 801 370

CALCUL DU TAUX GLOBAL

Montant des revenus admissibles aux fins de calcul des taux global de taxation

9 3 999 982

Évaluation des immeubles imposables au 1^{er} janvier 2000

10 261 801 370

Taux global de taxation de 2000

(ligne 9 ÷ ligne 10 x 100 \$)

Taux arrondi à la 4^e décimale près

| 1 | , | 5 | 2 | 7 | 9 | / 100 \$

1. Il s'agit de l'évaluation établie sans tenir compte de l'étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. Par exception, la date limite pour le dépôt du rôle peut être différente en vertu de l'article 71 LFM.

**FONDS DE ROULEMENT
ANALYSE DU CAPITAL ENGAGÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

<u>RÉSOLUTION</u>		<u>OBJET DE L'ENGAGEMENT</u>	<u>MONTANT INITIAL</u>	<u>SOLDE ENGAGÉ AU 31 DÉCEMBRE</u>	
<u>NO</u>	<u>DATE</u>			<u>2000</u>	<u>1999</u>
			<u>TOTAL</u>	1	2

**VARIATION DU CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

	<u>RÈGLEMENT No</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1er JANVIER		3
Augmentation à même le surplus accumulé		4
par l'imposition d'une taxe spéciale		5
		6
Diminution		7
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE		8

TAXES MUNICIPALES À RECEVOIR
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000

		<u>Taxes à recevoir</u>		<u>Provision créances douteuses</u>		<u>Taxes à recevoir nettes</u>
Exercice 2000	1	227 755	2	1 111	3	226 644
Exercice 1999	4	74 625	5	1 376	6	73 249
Exercice 1998	7	39 433	8	1 787	9	37 646
Exercices antérieurs	10	<u>23 484</u>	11	<u>23 484</u>	12	<u> </u>
Total	13	<u>365 297</u>	14	<u>27 758</u>	15	<u>337 539</u>

**ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

	Projet no 437	Projet no 502	Projet no 99-0100-02	Projet no 99-0400-06	Projet no 99-0100-08
FINANCEMENT PERMANENT					
Financement au 1er janvier	1 176 216	48 000	24 000	45 000	12 545
Redressement exercices antérieurs					
<i>Ajouter:</i>					
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE					
Transfert de l'état des activités financières					
Taxes générales spéciales					
immobilisations et placements					
Taxes de secteur					
immobilisations et placements					
Contributions des promoteurs					
Transferts conditionnels					
Autres	58				
Autres sources					
Surplus accumulé non affecté					
Surplus accumulé affecté					
Fonds réservés					
Emprunts à long terme émis					
Total	58				
Financement au 31 décembre (A)	1 176 274	48 000	24 000	45 000	12 545
DÉPENSES					
Dépenses au 1er janvier	1 172 852	8 697	21 449	37 600	12 545
Redressement - exercices antérieurs					
ajouter: Dépenses de l'exercice	3 422	3 942	2 520	2 855	
Dépenses au 31 décembre (B)	1 176 274	12 639	23 969	40 455	12 545
ÉCARTS FINANCEMENT / DÉPENSES (A - B)		35 361	31	4 545	
Déduire: Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice					
Règlements d'emprunts			31		
Autres					
FINANCEMENT PROJETS EN COURS		35 361		4 545	
Financement non utilisé					
Dépenses à financer					
DÉPENSES AUTORISÉES	1 176 216	48 000	24 000	45 000	35 680
SUBVENTIONS RELATIVES AUX DÉPENSES À FINANCER					

ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000

	Projet no 00-0300-05	Projet no 00-0200-04	Projet no 00-0100-01	Projet no érablière	Projet no acqueduc
FINANCEMENT PERMANENT					
Financement au 1er janvier					11 110
Redressement exercices antérieurs					(11 110)
<i>Ajouter:</i>					
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE					
Transfert de l'état des activités financières					
Taxes générales spéciales					
immobilisations et placements					
Taxes de secteur					
immobilisations et placements					
Contributions des promoteurs					
Transferts conditionnels					
Autres	4 001				
Autres sources					
Surplus accumulé non affecté					
Surplus accumulé affecté					
Fonds réservés					
Emprunts à long terme émis	22 200	220 000	94 708		
Total	26 201	220 000	94 708		
Financement au 31 décembre (A)	26 201	220 000	94 708		
DÉPENSES					
Dépenses au 1er janvier				14 710	78 833
Redressement - exercices antérieurs				(14 710)	(78 833)
ajouter: Dépenses de l'exercice	26 201	4 400	67 785		
Dépenses au 31 décembre (B)	26 201	4 400	67 785		
ÉCARTS FINANCEMENT / DÉPENSES					
(A - B)		215 600	26 923		
Déduire: Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice					
Règlements d'emprunts					
Autres					
FINANCEMENT PROJETS EN COURS					
Financement non utilisé		215 600	26 923		
Dépenses à financer					
DÉPENSES AUTORISÉES	22 200	276 438	139 886		
SUBVENTIONS RELATIVES AUX DÉPENSES À FINANCER					

**ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

	Projet no
	FPTJ
FINANCEMENT PERMANENT	<hr/>
Financement au 1er janvier	<hr/>
Redressement exercices antérieurs	<hr/>
<i>Ajouter:</i>	
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE	
Transfert de l'état des activités financières	
Taxes générales spéciales	
immobilisations et placements
Taxes de secteur
immobilisations et placements
Contributions des promoteurs
Transferts conditionnels
Autres
Autres sources	
Surplus accumulé non affecté
Surplus accumulé affecté
Fonds réservés
Emprunts à long terme émis	<hr/>
Total	<hr/>
Financement au 31 décembre (A)	<hr/>
DÉPENSES	
Dépenses au 1er janvier
Redressement - exercices antérieurs
ajouter: Dépenses de l'exercice	<hr/>
Dépenses au 31 décembre (B)	<hr/>
ÉCARTS FINANCEMENT / DÉPENSES	
(A - B)	<hr/>
Déduire: Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice	
Règlements d'emprunts
Autres	<hr/>
FINANCEMENT PROJETS EN COURS	
Financement non utilisé	<hr/>
Dépenses à financer	<hr/>
DÉPENSES AUTORISÉES	<hr/>
SUBVENTIONS RELATIVES AUX	<hr/>
DÉPENSES À FINANCER	<hr/>

ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000 (suite)

	<u>Total</u>	<u>Projets fermés</u>	<u>Projet en cours</u>
FINANCEMENT PERMANENT			
Financement au 1er janvier	1 316 871	1 212 761	104 110
Redressement exercices antérieurs	(11 110)		(11 110)
<i>Ajouter:</i>			
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE			
Transfert de l'état des activités financières			
Taxes générales spéciales			
immobilisations et placements			
Taxes de secteur			
immobilisations et placements			
Contributions des promoteurs			
Transferts conditionnels			
Autres	4 059	4 059	
Autres sources			
Surplus accumulé non affecté			
Surplus accumulé affecté			
Fonds réservés			
Emprunts à long terme émis	336 908	22 200	314 708
Total	340 967	26 259	314 708
Financement au 31 décembre (A)	1 646 728	1 239 020	407 708
DÉPENSES			
Dépenses au 1er janvier	1 346 686	1 206 846	139 840
Redressement - exercices antérieurs	(93 543)		(93 543)
ajouter: Dépenses de l'exercice	111 125	32 143	78 982
Dépenses au 31 décembre (B)	1 364 268	1 238 989	125 279
ÉCARTS FINANCEMENT / DÉPENSES			
(A - B)	282 460	31	282 429
Déduire: Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice			
Règlements d'emprunts	31	31	
Autres			
FINANCEMENT PROJETS EN COURS			
Financement non utilisé	282 429		282 429
Dépenses à financer			
DÉPENSES AUTORISÉES	1 767 420	1 258 096	509 324
SUBVENTIONS RELATIVES AUX DÉPENSES À FINANCER			

**ANALYSE DES SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

	<u>Règlement No 474</u>	<u>Règlement No 471</u>	<u>Règlement No 97-0100-03</u>	<u>Règlement No 422</u>	<u>Règlement No 98-0700-01</u>	<u>Règlement No 99-0300-02</u>
SOLDES DISPONIBLES AU 1er JANVIER	1 809	2 843	128	269	2 314	2 232
Redressement exercices antérieurs						
<i>Ajouter:</i>						
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés relatifs à:						
des dépenses d'investissement						
d'autres fins						
Total partiel	<u>1 809</u>	<u>2 843</u>	<u>128</u>	<u>269</u>	<u>2 314</u>	<u>2 232</u>
Déduire:						
Affectations de l'exercice						
Frais de financement						
intérêts	1 809	2 843	128			
autres frais						
Remboursement en capital						
Réduction de l'emprunt						
Autres fins spécifiées dans un règlement						
dépenses d'investissement						
autres						
Virement au surplus(déficit) accumulé						
Total des affectations	<u>1 809</u>	<u>2 843</u>	<u>128</u>			
SOLDES DISPONIBLES AU 31 DÉCEMBRE				<u>269</u>	<u>2 314</u>	<u>2 232</u>
Montant réservé pour le service de la dette						
Montant non réservé				<u>269</u>	<u>2 314</u>	<u>2 232</u>
SOLDES DISPONIBLES AU 31 DÉCEMBRE				<u>269</u>	<u>2 314</u>	<u>2 232</u>

**ANALYSE DES SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

	<u>Règlement No</u> 97-0100-01	<u>Règlement No</u> 99-0700-01	<u>Règlement No</u> 437	<u>Règlement No</u> 99-0100-02	<u>Règlement No</u> 99-0100-08	<u>Règlement No</u> 00-0300-02
SOLDES DISPONIBLES						
AU 1er JANVIER	14	100				
Redressement exercices antérieurs						
<i>Ajouter:</i>						
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés relatifs à:						
des dépenses d'investissement				31		
d'autres fins						
Total partiel	<u>14</u>	<u>100</u>		<u>31</u>		
Déduire:						
Affectations de l'exercice						
Frais de financement						
intérêts						
autres frais						
Remboursement en capital						
Réduction de l'emprunt						
Autres fins spécifiées dans un règlement						
dépenses d'investissement						
autres						
Virement au surplus(déficit) accumulé						
Total des affectations						
SOLDES DISPONIBLES						
AU 31 DÉCEMBRE	<u>14</u>	<u>100</u>		<u>31</u>		
Montant réservé pour le service de la dette						
Montant non réservé	<u>14</u>	<u>100</u>		<u>31</u>		
SOLDES DISPONIBLES						
AU 31 DÉCEMBRE	<u>14</u>	<u>100</u>		<u>31</u>		

**ANALYSE DES SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

	Règlement No	Total
	<u>98-0300-03</u>	<u> </u>
SOLDES DISPONIBLES		
AU 1er JANVIER	639	10 348
Redressement exercices antérieurs	.....	.....
<i>Ajouter:</i>		
Soldes disponibles des règlements		
d'emprunt fermés relatifs à:		
des dépenses d'investissement	.....	31
d'autres fins	.....	.....
Total partiel	<u>639</u>	<u>10 379</u>
Déduire:		
Affectations de l'exercice		
Frais de financement		
intérêts	.....	4 780
autres frais	.....	.....
Remboursement en capital	.....	.....
Réduction de l'emprunt	.....	.....
Autres fins spécifiées dans un		
règlement		
dépenses d'investissement	.....	.....
autres	.....	.....
Virement au surplus(déficit) accumulé	.....	.....
Total des affectations	.....	<u>4 780</u>
SOLDES DISPONIBLES		
AU 31 DÉCEMBRE	<u>639</u>	<u>5 599</u>
Montant réservé pour le service		
de la dette	.....	.....
Montant non réservé	<u>639</u>	<u>5 599</u>
SOLDES DISPONIBLES		
AU 31 DÉCEMBRE	<u>639</u>	<u>5 599</u>

**ANALYSE DES SUBVENTIONS À RECEVOIR POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

MODE DE PAIEMENT ET ORGANISME PAYEUR	Dette à long terme		Subvention				Montant à recevoir au 31 décembre
	Solde au 31 décembre	Partie subventionnée	Nombre d'années à courir	Taux d'intérêt	Facteur d'actuali- sation	Versement annuel	
a) Annuité (Capital et intérêts)							
Total							
b) Autre mode (Capital seulement) Min. des Transport							220 469
Total							220 469
							220 469

QUESTIONNAIRE

QUESTIONNAIRE (suite)

	OUI	NON	S.O.
5. La municipalité a-t-elle appliqué les mesures fiscales suivantes ?			
a) Dégrèvement en vertu de l'article 244.15 LFM	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Réduction du taux de la taxe sur les immeubles non résidentiels en vertu de l'article 244.27 LFM	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>
c) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	7 <input type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour le rôle de valeur locative	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>
d) Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	13 <input type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
e) Majoration en vertu de l'article 253.51 LFM	16 <input type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>
f) Subvention en vertu de l'article 244.20 LFM	19 <input type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>	21 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La municipalité a-t-elle appliqué, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM) ?	22 <input type="checkbox"/>	23 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, pour chacune des taxes visées, annexer au formulaire les informations requises décrites au Guide du rapport financier 2000.			
7. Au cours de l'exercice, les échéances relatives au remboursement des prêts du fonds de roulement ont-elles été respectées ?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>
8. La municipalité utilise-t-elle une application informatique pour remplir le formulaire du rapport financier ? Si oui, indiquer laquelle	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>	
Système de transmission électronique du MAMM	29 <input checked="" type="checkbox"/>		
Autre application informatique	30 <input type="checkbox"/>		
9. La municipalité a-t-elle offert le paiement des taxes en plusieurs versements (art. 252 LFM) ?	31 <input checked="" type="checkbox"/>	32 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le nombre de versements	33 <u>2</u>		

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000

MUNICIPALITÉ

Adresse 65 chemin du Tour-du-Lac, G0A-2C0
(no) (rue)
Lac-Beauport,
(Municipalité)

Téléphone (418) 849-7141
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 849-0361
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

TRÉSORIER

Nom Jean-François Parent

Téléphone (418) 849-7141
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 849-0361
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

VÉRIFICATEUR EXTERNE

Nom Samson Bélair/Deloitte & Touche, s.e.n.c

Titre Vérificateurs externes

Adresse 5600 boul. des Galeries, bur. 600
(no) (rue)
Québec, G2K-2B5
(Municipalité)

Téléphone (418) 624-3333
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 624-0414
(ind. rég.) (numéro)

Courriel JBlouin@deloitte.ca

Nom du responsable du dossier Jean Blouin, CA